



Message du président	3
Nouvelles des membres	4
Enjeux politiques et économiques	7
Rapport d'activités	9
Prochains événements	10
Liste des membres	Endos

Le CCAfrique célèbre son cinquième anniversaire

et publie un répertoire annuel des membres

Créé juste avant le sommet du G8 de Kananaskis de 2002, le Conseil canadien pour l'Afrique (CCAfrique) s'est affirmé en cinq ans comme étant la principale voix de l'Afrique au Canada. Depuis son lancement à Montréal en mai 2002, le CCAfrique est passé de 40 à 140 membres, d'un organisme sans bureaux ou employés, à une organisation avec cinq bureaux

au Canada dotés d'un personnel (à temps plein et partiel) qui se consacre au développement des relations économiques entre le Canada et l'Afrique.

Le CCAfrique est un organisme en pleine croissance qui axe de plus en plus son travail sur les services et les avantages qu'il offre à ses membres. Pour marquer notre cinquième anniversaire, nous publions ce mois-ci le premier répertoire des membres du CCAfrique. Les entreprises canadiennes, les institutions et les organismes à l'avant garde engagés en Afrique bénéficieront grâce à cet annuaire publié en format imprimé et numérique d'une visibilité rehaussée propice à l'établissement de nouveaux contacts et, nous l'espérons, de nouveaux débouchés. Vous noterez *(Suite p 3)*



BPCC et CCAfrique signent une entente de partenariat

En avril, le Bureau de promotion du commerce Canada et le CCAfrique ont officialisé une collaboration déjà étroite en signant une entente de partenariat qui permettra aux deux organismes de faire avancer leurs efforts en matière d'intensification des liens commerciaux *(Suite p 6)*

Le MAECI met au point une nouvelle stratégie commerciale pour l'Afrique subsaharienne

Au cours des mois de mars et avril, le personnel du CCAfrique a organisé six tables rondes dans différentes régions du pays afin d'obtenir l'apport du secteur privé au développement de la nouvelle stratégie commerciale du MAECI pour l'Afrique subsaharienne. Outre la tenue de ces tables rondes, nous avons fait appel à nos membres et sollicité leur opinion par courriel. Les résultats de ces démarches ont servi à étoffer notre rapport final présenté au MAECI le 18 avril et à en étayer les recommandations.

Le choix des pays et secteurs prioritaires du MAECI semble obtenir l'appui général, mais certaines inquiétudes ont été exprimées face à la faiblesse de la représentation du MAECI dans certains des pays prioritaires, particulièrement en ce qui a trait au services des délégués commerciaux (SDC). De fait, au cours de nos déplacements, plusieurs personnes *(Suite p 7)*

Le CCAfrique propose à ses membres plus de mille occasions d'affaires

Le Service de développement des affaires (SDA) du CCAfrique n'a pas encore un an, mais déjà il a identifié et présenté à ses membres plus de mille occasions d'affaires, des mises à jour sur des projets et des rapports d'informations commerciales. Avec le soutien du MAECI et de l'ACDI, et en étroite collaboration avec les ambassades canadiennes partout en Afrique, le SDA devient un outil essentiel pour les entreprises canadiennes. *(Suite p 2)*

Prochains Évènements

Mai :

- Séminaire ICM/CCAfrique sur l'approvisionnement minier
- Journées de développement international - Fredericton
- Cyberapprentissage en Afrique / Délégation - Pavillon canadien

Juin :

- Pavillon canadien à la Foire internationale d'Alger
- La Banque africaine de développement au Canada
- Mission commerciale du CCAfrique en République démocratique du Congo
- AGM du CCAfrique

(Plus de détails sur les prochains événements, pages 10-11)

Services aux membres CCAfrique

Le service de développement des affaires (SDA)

Le service de développement des affaires (SDA) a été lancé par le CCAfrique en juillet 2006 et depuis il a présenté aux membres du CCAfrique plus de mille occasions d'affaires, des mises à jour portant sur des projet, et des rapports d'informations commerciales. Chaque semaine, Florestan Fillion, le chargé du projet SDA basé à Ottawa et les stagiaires du service étudient dans le détail plusieurs listes de projets et des informations stratégiques venant d'un nombre varié de sources. Ils établissent des catégories, et transmettent les informations aux membres, selon leurs domaines d'intérêt. Le CCAfrique a obtenu le soutien du MAECI et de l'ACDI pour assurer la viabilité à long terme de ce service qui complète d'ailleurs leurs propres efforts axés sur l'aide à fournir aux Canadiens pour un meilleur engagement et un potentiel de réussite accru en Afrique.

Pour de plus amples informations, ou si vous ne recevez pas le courriel hebdomadaire du SDA, veuillez écrire à florestan.fillon@ccafrica.ca ou lui téléphoner au 613-565-3011. Il est particulièrement important que les nouveaux membres obtiennent la base de données du SDA le plus tôt possible. Si vous notez un manque ou une faille au SDA, faites-le nous savoir. Notre objectif est de rendre ce service indispensable à nos membres.

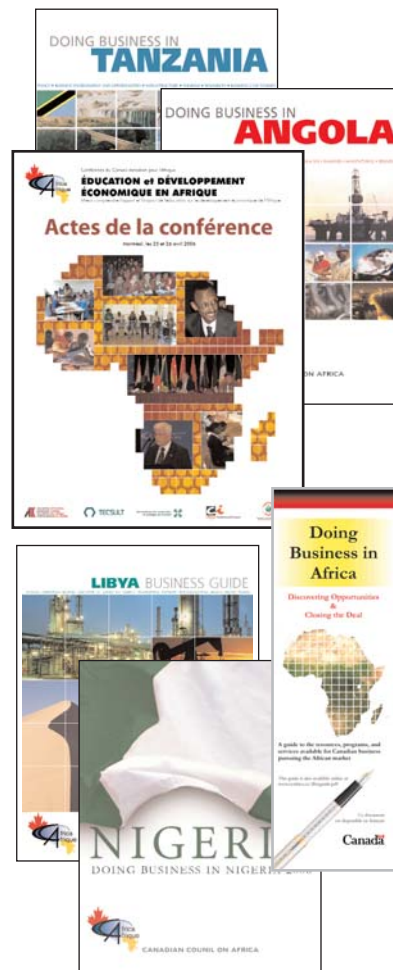
Publications

Outre le bulletin que publie régulièrement le CCAfrique, nous publions aussi en format numérique et imprimé une série intitulée " Faire des Affaires " qui, à ce jour, a traité du Nigéria, de la Lybie, de l'Angola et de la Tanzanie. Nous avons aussi publié récemment les travaux de la conférence " Éducation et développement économique en Afrique " tenue en avril 2006. Les bons de commande de ces publications se trouvent sur notre site Web. Les membres recevront une copie du Répertoire des membres.

Conseil et soutien

Le CCAfrique a mis sur pied quatre bureaux régionaux dont la mission est de vous aider à réaliser vos projets et à résoudre les défis particuliers auxquels votre entreprise ou votre institution fait face. Nos vice-présidents connaissent très bien l'Afrique et ses multiples secteurs d'activités, et ils ont une connaissance tout aussi approfondie des programmes du gouvernement canadien. Ils peuvent donc vous aider à surmonter les obstacles. Pour des questions d'ordre général, par exemple les problèmes d'obtention des visas d'affaires, le CCAfrique mettra sur pied un groupe de travail formé de membres qui étudiera les différents aspects de la question et élaborera un plan d'action assorti de recommandations. •

Publications



Bureaux et personnel du CCAfrique au Canada

WWW.CCAFRICA.CA

Ouest du Canada Chris Roberts, VP

Suite 400, 609-14th Street NW
Calgary, Alberta, T2N 2A1
T (403) 210-2726
C (403) 870-9241
F (403) 210-2484
chris.roberts@ccafrica.ca

Atlantique Mary Ogilvie, VP

Fredericton, NB
T (506) 459-7698
mary.ogilvie@ccafrica.ca

Ottawa

Lucien Bradet, Président Karl Gagne, Administrateur Florestan Fillon, Projet SDA

116 rue Albert, bureau 702
Ottawa, Ontario K1P 5G3
T (613) 565-3011 ou
Sans frais 1-888-852-9461
C (613) 791-3011
F (613) 565-3013
lucien.bradet@ccafrica.ca
karl.gagne@ccafrica.ca
florestan.fillon@ccafrica.ca

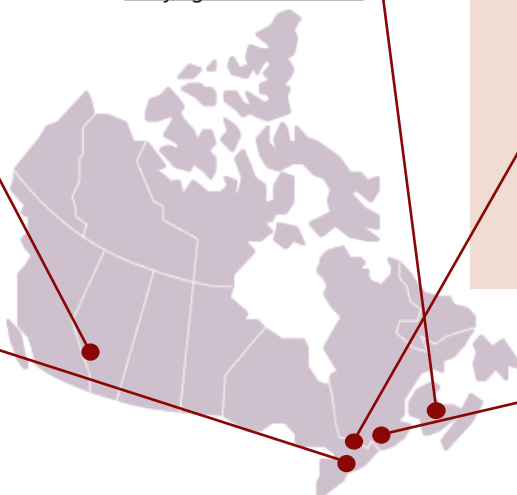
Ontario

Nola Kianza, VP

321 Millway Avenue, Suite #6
Concord, Ontario, L4K 3W7
T (905) 738-0590
F (416) 730-8666
nola.kianza@ccafrica.ca

Québec

Nathalie Désourdy, VP
Sans frais 1-877-263-9116
nathalie.desourdy@ccafrica.ca



Message du président



Nous avons célébré cinq ans cette année et nous tenons à remercier tous les membres et les organismes gouvernementaux partenaires qui nous ont soutenus dès le début.

Depuis le Sommet du G8 à Kananaskis en 2002, le CCAfrique a vu croître son membership, son personnel, ses capacités, son influence et sa portée. Nous avons organisé quatre conférences majeures, de nombreux séminaires et tables rondes, reçu des dirigeants de gouvernements africains, entrepris des initiatives d'envergure en matière de politiques, notamment la publication d'un guide intitulé " Libérer l'entrepreneuriat canadien au profit du développement africain ", et un rapport sur les moyens de faciliter les voyages d'affaires en Afrique intitulé " Facilitating Business Travel to

Canada " publié par le SDA. Mais nous savons que nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers et qu'il nous faut regarder vers l'avant. Ajouter de la valeur au membership est notre objectif central.

C'est dans cette perspective que nous proposons d'autres initiatives visant le renforcement des liens interentreprises. Les missions sont et continueront d'être une partie importante de ce processus, et après avoir réalisé avec succès des missions au Nigéria et en Angola durant le mois de février, nous mettrons le cap sur l'Algérie et la République démocratique du Congo en juin. La récente entente avec le Bureau de promotion du commerce Canada débouchera pour le SDA sur des occasions porteuses d'une toute nouvelle dimension : les exportateurs africains qui recherchent des importateurs canadiens. Plus tard cette année, nous enver-

rons au Mali, au Rwanda et en Tanzanie trois stagiaires qui agiront comme agents de développement des affaires et qui travailleront avec des associations d'affaires partenaires locales. Et nous regardons déjà vers 2008 : nous prévoyons organiser une conférence internationale en Afrique sur le secteur du transport urbain, qui représente un défi majeur pour les villes africaines en pleine expansion.

Le mois passé, j'ai rencontré la dynamique présidente du Libéria, Ellen Johnson-Sirleaf, et je l'ai invitée à revenir au Canada à l'automne. L'automne prochain, nous attendons des visites dirigées par le premier ministre du Cameroun et le Centre de promotion des investissements du Nigéria. L'année 2007 sera certainement l'année la plus occupée depuis la fondation du CCAfrique !

Lucien Bradet, Président-directeur général

CCAfrique célèbre son cinquième anniversaire

(suite de page 1) ... aussi que nous avons profité de cet anniversaire pour modifier entièrement la présentation de notre bulletin.

Le réseau et le profil international du CCAfrique se développent aussi rapidement. Suite à deux missions au Nigéria et à des missions au Ghana, en Afrique de l'Est et en Angola, nous avons tissé des liens étroits avec des associations de gens d'affaires partenaires, partout en Afrique. Nous entretenons d'excellentes relations avec le Commonwealth Business Council et le US Corporate Council on Africa, et cette année, pour la première fois, nous enverrons des stagiaires en développement des affaires travailler avec nos associations partenaires en Afrique. En effet, les stagiaires partiront cet été au Mali, au Rwanda et en Tanzanie où ils seront logés pour quatre ou cinq mois par nos associations partenaires. Le CCAfrique a l'intention d'étendre graduellement son réseau d'associations africaines affiliées au cours des prochaines années et nous considérons cette stratégie comme une autre façon de développer les liens interentreprises, les réseaux et les débouchés.

Ayant déjà organisé des conférences, séminaires et événements spéciaux partout au pays, le CCAfrique entend organiser sa première conférence internationale d'envergure en Afrique durant le second trimestre de 2008. La conférence et l'exposition seront axées sur le secteur crucial du transport urbain, et elles rassembleront les expertises de pointe canadienne et internationale dans le but de proposer des réponses à ce problème grandissant. ●



Robert Blackburn, ancien président du CCAfrique (2ème à partir de la droite) et le vice-président pour l'Ouest du Canada, Chris Roberts (au centre), ont assisté à une présentation du ministre nigérian de l'Industrie de l'époque, le professeur Leslye Obiora (à droite), à Abuja, en février, dans le cadre du Forum de l'investissement en Afrique de l'Ouest. À l'extrême gauche, Nkosana Moyo, directeur associé pour l'Afrique chez Actis et cogestionnaire du FICA. Le secteur minier du Nigéria n'a pas obtenu l'attention qu'il mérite, mais les nouvelles mesures législatives instaurées par le ministre Obiora ouvrent désormais les portes du secteur à l'investissement local et international. Chris Roberts a présidé une séance lors de la conférence ministérielle sur le secteur minier le 2 février, juste avant le début de la mission sur l'énergie du CCAfrique au Nigéria (5 au 9 février).

Réflexions du président fondateur du CCAfrique

Qui aurait pu imaginer il y a cinq ans, lors du lancement du CCAfrique dans la mêlée qui a précédé le Sommet de Kananaskis, que notre organisme se développerait et deviendrait l'organisme influent et plein de vitalité qu'il est aujourd'hui !

D'un regroupement de quelques trente-cinq entreprises et organismes canadiens, le CCAfrique est devenu un carrefour pour presque cent cinquante établissements d'enseignement canadiens, entreprises et organismes qui interagissent avec des entreprises, établissements et organismes homologues africains et travaillent ensemble et avec les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens pour renforcer l'engagement du Canada dans le développe-

ment économique durable des pays africains.

Nous avons réussi des percées importantes en recrutement de nouveaux membres et en développement des affaires avec l'Afrique ; nous y avons établi des liens politiques et économiques, réalisé des missions et offert d'autres services essentiels à nos membres. Notre crédibilité est désormais établie auprès des gouvernements et des ambassades en ce qui concerne l'apport d'expertise canadienne au secteur du développement du commerce et des économies africaines.

Robert Blackburn, Président fondateur du CCAfrique

Le programme Alucam VIH/SIDA d'Alcan

Vers la fin 2006, Alcan commence à étendre à d'autres installations de sa chaîne d'approvisionnement mondiale son projet Alucam VIH/SIDA qui a donné des résultats intéressants au Cameroun. " Nous espérons que d'autres entreprises pourront bénéficier de l'expérience que nous avons acquise en prévention et en lutte contre le VIH/SIDA dans les pays en développement ", a déclaré Gaston Ouellet, premier vice-président d'Alcan inc. et président d'Alcan France.

" Les efforts déployés dans la lutte contre le VIH/SIDA par le projet d'Alucam ont débouché sur une diminution notable du taux d'infection au VIH à la fonderie et dans la communauté locale " a affirmé Dr. Bruno Buclez, Directeur des services de santé chez les groupes Bauxite - Alumine et Métal primaire d'Alcan. " Le taux de prévalence chez les employés et leurs familles a passé de presque quatorze pour cent en 1998 à trois pour cent aujourd'hui " a-t-il précisé.

Le programme VIH/SIDA d'Alucam qui a été lancé en 1995 est également offert aux populations avoisinantes par le truchement d'un partenariat avec le gouvernement du Cameroun. À ce jour, environ deux cents personnes ont bénéficié de ce programme.

Le programme d'Alucam a reçu la reconnaissance du Pacte mondial des Nations unies en tant que modèle de lutte contre le VIH/SIDA dans une communauté industrielle. Ce modèle est actuellement en voie de déploiement au site des opérations minières d'Alcan au Ghana. Il constitue également une référence en matière d'approche à la lutte contre le VIH/SIDA dans le projet de fonderie d'aluminium de Coega en Afrique du Sud.

Suite à la reconnaissance du programme par les Nations unies, Alcan a décidé de partager son expertise et de se joindre à la Coalition Global Health Initiative (GHI), un réseau de 220 multinationales, parmi lesquelles près de 80 sont situées en Europe. La GHI a été créée pour sensibiliser les entreprises et les soutenir dans leur lutte contre le VIH/SIDA. •

Bata Zambia soutient des initiatives axées sur la conservation

Cela fait trois ans cette année que Bata Zambia offre un soutien spécial au parc botanique de **Bata Associates** faunique de Mundawanga, situé à 20 kilomètres au sud de Lusaka, capitale de la Zambie.

Créé en 1950, le parc de Mundawanga est le seul centre de formation et d'interprétation de l'environnement au pays. Le centre promeut une connaissance et une appréciation plus vastes de l'environnement, un usage plus développé des ressources qu'il recèle, et un meilleur entretien. Le Parc est un sanctuaire reconnu de vie faunique et à ce titre il est actuellement responsable de trente-deux espèces de mammifères, oiseaux et reptiles en voie d'extinction.

Le fonctionnement de cet important établissement dépend toutefois de ceux qui l'appuient et Bata, en coopération avec une équipe énergique formée d'entreprises telles Fedex, Born Free, la fondation pour la conservation David Shepherd, la banque Barclays, et autres, ont contribué au maintien en fonctionnement du parc Mundawanga. Cela fait trois ans que Bata Zambia fournit des chaussures aux jardiniers et aux gardiens, contribution très appréciée de la direction du Parc Mundawanga. Le directeur des ressources humaines de Bata Zambia, M. Howard Mwindula, a souligné qu'outre le don de chaussures de sécurité, Bata est et sera toujours fier de s'engager dans des initiatives orientées à la conservation de la nature, au bénéfice des générations futures. M. Mwindula a également souligné le fait que Mundawanga est à la fois un parc faunique, une réserve naturelle et un jardin botanique et qu'il mérite d'être soutenu dans ses efforts pour acquérir, diffuser, exposer, conserver et entretenir la flore et la faune exotique au bénéfice de la communauté et des jeunes générations. •

Le Groupe Artumas contribue au développement des capacités agroalimentaires locales

La ferme maraîchère Mchepa située près du projet d'alimentation en gaz du Groupe Artumas au sud de la Tanzanie est la première de nombreuses initiatives axées sur le développement durable. Les fermiers construisent, s'approprient la ferme et l'exploitent. Artumas fournit du financement et achète des légumes afin d'aider à nourrir le camp de 240 hommes. La culture locale des légumes procure à la collectivité un avantage économique lié à la présence d'Artumas et permet de fournir des aliments aux travailleurs du camp à un coût intéressant.

Un virage stratégique a eu lieu au cours des derniers six mois : la responsabilité de la prise de décisions est transférée d'Artumas et des O.N.G. locales aux fermiers de Mchepa eux-mêmes. Les fermiers ont depuis identifié des besoins de formation. Le Dr Kalariche a été récemment a récemment été engagé pour administrer la ferme et donner de la formation en :

- comptabilité et gestion;
- ventes et marketing;
- rotation des cultures et récolte
- différenciation; et
- cuisine et produits de conservation.

Pour être productif, le sol de Mchepa requiert beaucoup de nutriments, ce qui représente pour les fermiers un coût élevé. Artumas s'est associée aux fermiers pour trouver des solutions à ce problème. La ferme Mchepa a donc développé un système de compost qui produit du fertilisant. Le compost est fait de déchets biologiques à traiter, généré par le camp Artuma. La ferme bénéficie ainsi de nutriments sans danger pour l'environnement produits par le programme de gestion des déchets.

Le personnel et la direction d'Artuma ont mis sur pied une autre initiative : escalader le Kilimanjaro le 12 septembre 2007 afin de recueillir des fonds pour construire à Lindi l'école secondaire Ruhokwe. L'objectif d'Artuma est de 200 000 dollars U.S. qui serviront à achever la construction de 5 salles de classe, une unité administrative, une résidence pour les filles, une cuisine et une salle à manger, et fournir des livres et des fournitures scolaires ainsi que l'accès à l'eau potable et l'électricité. Pour de plus amples renseignements, visitez le site (www.artumaskiliclimb.com) •



Nouvelles des membres de CCAfrique

La S.C.H.L., DID et CRC Sogema obtiennent un contrat de la SFI

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (S.C.H.L.) et ses partenaires



Développement international Desjardins (DID) et CRC Sogema, ont obtenu un contrat de la Société financière internationale (SFI) afin d'effectuer une analyse dans le domaine du financement hypothécaire au Cameroun, au Sénégal, au Mali et au Rwanda.

Les marchés du financement résidentiel de la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne sont à l'état embryonnaire, en dépit de l'importance économique et sociale du secteur du logement. Cette étude préliminaire est un premier pas important pour le programme de la SFI dont l'objectif est de faciliter la disponibilité du financement hypothécaire abordable pour les segments de populations à faibles et moyens revenus. La SFI recherche activement des investissements liés au financement résidentiel et aux projets d'assistance technique dans plusieurs pays africains anglophones, mais elle a jusqu'à présent hésité à en faire de même dans les pays d'Afrique francophone à cause d'un manque de compréhension des marchés du financement hypothécaire de ces pays. L'étude contribuera à combler cette lacune et elle permettra à la SFI d'identifier des occasions potentielles d'investissement et d'assistance technique dans la région. •

Rizwan Haider d'EDC couvrira la région d'Afrique du Nord

Exportation et développement Canada (EDC) remanie les responsabilités du Groupe Afrique-Europe et Moyen-Orient en matière de PCI (Promotion du commerce international). Rizwan Haider, qui était directeur régional pour l'Afrique subsaharienne assumera dorénavant la responsabilité additionnelle de tous les autres pays du continent c'est-à-dire, l'Afrique du Nord, de la Mauritanie à l'Égypte. Son nouveau titre est celui de directeur régional pour l'Afrique.



Jean-François Croft, ancien directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord concentrera ses efforts sur les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), dans le cadre d'un portefeuille réduit qui comprendra toutefois des pays plus réactifs du Moyen-Orient, du Liban à l'Iran. Il est donc nommé directeur régional pour le CCG et le Moyen-Orient. Ces changements sont entrés en vigueur le 2 avril 2007. •

CPCS Transcom travaille sur le Projet de transport en commun d'Abuja

La société CPCS Transcom est constamment à la recherche d'opportunités pour développer son secteur transport urbain. En 2004, l'administration territoriale d'Abuja, capitale fédérale du Nigéria, a décidé de créer pour cette ville un système de transport en commun. CPCS obtient en 2006 un contrat d'étude de faisabilité et de design conceptuel des lots 1, 2 et 3 du Réseau de transport en commun d'Abuja.

La réalisation du projet de transport en commun d'Abuja se fait à un rythme rapide et la Phase I, qui consiste à incorporer le design conceptuel, les études de faisabilité, l'analyse financière, le renforcement des institutions et une stratégie de concession est presque achevée.

Le client a choisi l'option d'un système sur rails et les consultants de CPCS ont réussi à traiter en priorité et à grande vitesse ce choix du client. CPCS a aussi fourni son aide pour la négociation avec l'entrepreneur d'infrastructures choisi en vue de rationaliser les coûts de contrats et de design de systèmes. •



Access Nigeria et le suivi de la mission au Nigéria

Access Nigeria Consulting inc. offre un service intégré aux particuliers et aux entreprises qui souhaitent investir ou faire des affaires avec le Nigéria, et aux entreprises et particuliers nigériens qui cherchent à étendre leurs intérêts commerciaux en Amérique du Nord.



Comme résultat de la mission au Nigéria réalisée en février par le Conseil canadien pour l'Afrique, Access Nigeria entamé une collaboration avec un fournisseur de services de l'industrie du pétrole et du gaz du Nigéria pour la mise sur pied d'une opération au Canada et en étudie actuellement la faisabilité. Lorsque cette phase sera complétée, Access Nigeria finalisera le plan d'activité de concert avec le client et collaborera avec lui à la mise en œuvre effective de l'opération.

Des discussions avec des entreprises nigérianes au cours de la mission sur l'énergie ont révélé un vif intérêt pour les partenariats dans le domaine de l'approvisionnement technique et des coentreprises, particulièrement dans l'industrie du pétrole et du gaz. Les sociétés canadiennes qui veulent explorer un éventuel engagement en ce sens au Nigéria sont invitées à contacter Access Nigeria. •

Development Workshop ouvre un établissement de microcrédit en Angola

L'accès au crédit qui aide les pauvres de l'Angola à remettre sur pied leurs vies détruites par trente ans de guerre civile est devenu plus accessible depuis que cette O.N.G. de la région de Guelph a établi dans ce pays d'Afrique un premier centre de microcrédit. Development Workshop, une O.N.G. qui se consacre au renforcement des capacités communautaires dans les pays pauvres, a annoncé que les autorités angolaises ont approuvé l'enregistrement de KixiCrédito, une institution qui fournit des services financiers aux pauvres par le moyen de produits financiers pratiques, flexibles et abordables (aussi connus sous le nom de microfinance).

" Kixi Crédito est presque autosuffisant " affirme Glenn Paje, directeur général de Development Workshop. À la fin de 2006, Kixicredito bénéficiait d'un bilan équilibré et, en 2007, l'organisme devrait pouvoir fonctionner sans les contributions des donateurs internationaux. La durabilité est essentielle, car l'organisme veut fournir un accès à long terme aux services financiers aux populations pauvres de l'Angola et contribuer à la promotion d'une paix et d'une prospérité durables. •



Nouvelles des membres de CCAfrique (suite)

Le Groupe Lyceum apporte des solutions au problème de l'eau potable en Guinée rurale

Le Groupe Lyceum /The Lyceum Group (LGL) travaille actuellement à un petit mais important projet qui consiste à amener l'eau potable aux régions éloignées de Guinée. LGL sélectionnera, embauchera et formera 36 travailleurs de la région qui travailleront avec des superviseurs à la mise sur pied d'un projet unique piloté en Guinée par PSI Guinea (Population Services Internal), une O.N.G. américaine. Le projet est principalement financé par l'UNICEF, et PSI a octroyé un contrat en sous-traitance à LGL pour gérer les deux districts éloignés de N'Zerekore et Lola.

Le projet concerne une méthode qui peut rendre potable l'eau d'à peu près n'importe quelle source, même souillée ou saumâtre. De petites bouteilles contenant des produits chimiques biodégradables sont d'abord " échantillonnées " et distribuées à des résidents de zones urbaines et rurales. L'utilisation de ce produit est enseignée aux résidents dans le cadre de petits forums (ou petites assemblées de villages), et ils l'essaient durant un mois. L'usage continu de ce produit est ensuite proposé à ces résidents pour un prix

amplement subventionné. Cette méthode novatrice rend inutile l'utilisation coûteuse et l'entretien compliqué des puits, tout en répondant à l'objectif des donateurs et des fournisseurs de services qui est de réduire la contamination microbienne de l'eau. Là ou de tels programmes ont été mis en œuvre, on a constaté une énorme réduction des symptômes de la diarrhée et des facteurs qui causent les maladies gastro-intestinales.

PSI et LGL ont travaillé un an sur ce projet avant que les exigences en matière de financement et de sécurité civiles ne permettent d'en commencer les activités. •

Des candidats aux élections au Nigéria membres du CCAfrique

Deux membres du CCAfrique se sont pleinement engagés dans les élections d'avril au Nigéria, élections qui bien qu'ayant été agitées n'en furent pas moins historiques. Après avoir éliminé par la voie des tribunaux nigériens les obstacles à sa candidature à la présidence du pays comme candidat du Parti des Nouveaux Démocrates, le Dr Isa Odidi, double citoyen canadien et nigérian et P.D.G. de la firme IntelliPharmaCeutics de Toronto a fait une campagne électorale. Dr Odidi soutient activement les évène-



ments liés au Nigéria au sein du CCAfrique, et bien qu'il n'ait pas été élu à la tête de son pays (au moment de la rédaction de cet article les résultats des élections sont toujours remis en question par la majorité des partis d'opposition), sa candidature a reçu une couverture médiatique positive dans la presse canadienne.

Toujours au Nigéria dans le contexte des élections, le très honorable Joe Clark a participé au processus international d'observation du processus électoral, au même titre que 500 observateurs internationaux. Posté à Abuja, M. Clark a déclaré que le vote s'était raisonnablement bien déroulé, bien que dans certains cas les bulletins de vote soient arrivés des bureaux de vote avec du retard. M. Clark et d'autres observateurs internationaux ont fait rapport sur des problèmes ayant eu lieu dans d'autres régions pour des raisons telles l'insuffisance des bulletins de vote, des travailleurs d'élection absents, du remplissage de boîtes de scrutin (" bourrage d'urnes "), intimidation d'électeurs dans quelques régions et erreurs de calcul.

Le résultat "final" des élections fut semblable-t-il annoncé avant que tous les votes n'aient été comptés, et bien que la victoire du successeur du président Obasanjo, le professeur Umawu Yar'Adua, ne soit pas étonnante, la marge semblait être beaucoup plus grande que celle que les experts avaient prévue. Le nouveau président sera assermenté le 29 mai, sauf en cas d'aboutissement de la contestation judiciaire en cours. •



Le CCAfrique a reçu le ministre des Finances du Kenya, l'honorable Amos Kimunya (à gauche) lors d'un petit-déjeuner table ronde organisé en son honneur à Ottawa. Le haut commissaire du Kenya, son excellence Judith Mbula Bahemuka, a également participé à l'événement.

Entente BPCC et CCAfrique

(suite de page 1) ... entre l'Afrique et le Canada.

Le Bureau de promotion du commerce Canada fournit des informations sur le marché de l'importation canadienne aux pays en développement et aux pays aux économies en transition. Le Bureau représente aussi une ressource en matière de formation pour les exportateurs et il dirige un important projet de renforcement des capacités commerciales en Afrique (le PACT).

De même qu'elle promouvra la coopération autour des événements qui ont lieu au Canada en lien avec les missions commerciales en Afrique, l'entente canaliser les informations sur les occasions d'affaires venant d'exportateurs africains et diffusées par le Bureau de promotion du commerce Canada à travers le Service de développement des affaires (SDA) hebdomadaire du CCAfrique. Cela permettra de renforcer le " potentiel d'expansion " du SDA et aiderait les sociétés canadiennes à développer des solutions globales en matière de chaînes d'approvisionnement. •



Trade Facilitation Office Canada www.tfoc.ca
Bureau de promotion du commerce Canada www.bpcc.ca
Oficina de Facilitación del Comercio de Canadá www.ofcc.ca

Stratégie commerciale MAECI

(suite de page 1) ... nous ont fait part de leur perplexité face à la faible représentation du MAECI en Afrique et du SDC présence en Afrique du MAECI et du SDC (Service des délégués commerciaux du Canada). Les participants ont en outre attiré l'attention sur le fait que les entreprises canadiennes ne bénéficiaient plus du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) annulé en 2004. Le PDME appuyait les entreprises dans leurs voyages internationaux de développement des affaires (notamment pour la participation à des missions et à des expositions commerciales).

Le secteur privé a également exprimé son souhait de voir les initiatives commerciales appuyées de façon plus proactive et vigoureuse. Les acteurs du privé souhaitent qu'on les aide de façon plus soutenue à trouver des partenaires ou des agents locaux, puisque cela est essentiel à l'obtention de renseignements utiles et au repérage des possibilités d'affaires.

Les Canadiens veulent aussi que les missions commerciales et les agents de commerce canadiens exercent un rôle beaucoup plus proactif en appui aux sociétés canadiennes qui souhaitent développer activement leurs marchés. Les sociétés canadiennes constatent que les ambassades américaines et chinoises, comme celles de presque un pays sur deux dans le monde, soutiennent fermement les activités commerciales de leurs pays en Afrique, et elles ne sentent pas le même niveau d'appui de la part du Canada. Un soutien solide de la part de la mission commerciale, de l'ambassadeur aux agents commerciaux, rehausserait le profil des Canadiens et ouvrirait des portes.

Les Canadiens souhaitent aussi voir un accroissement de la coopération interministérielle à l'étranger. Outre le MAECI, des organismes comme l'ACDI, des ministères comme Industrie Canada, le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le ministère des Ressources naturelles ont tous des mandats internationaux qui incluent l'Afrique. Un meilleur niveau de coordination interministérielle permettrait de rehausser le profil du Canada et d'augmenter les possibilités qui s'offrent aux entreprises canadiennes. De plus, l'expertise du Canada en matière de Responsabilité sociale des entreprises bénéficierait d'une meilleure intégration à l'approche commerciale et à l'aide pour l'Afrique et s'inscrirait dans une démarche concrète de collaboration entre le privé et le public. •

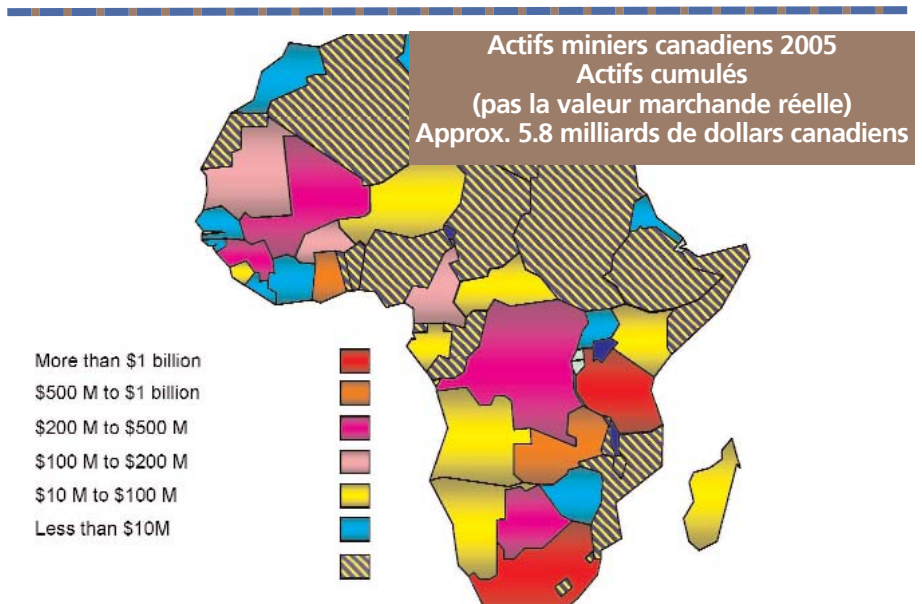
Budget : l'intérêt sur les prêts à l'étranger n'est pas déductible de l'impôt

Une mesure fiscale d'apparence anodine est passée plus ou moins inaperçue dans la couverture médiatique du budget fédéral dévoilé le 19 mars. Cette mesure aurait été conçue dans l'objectif de combler la brèche du système fiscal face aux paradis fiscaux internationaux. Toutefois, l'analyse de sa portée met en lumière le fait que l'élimination de la déductibilité de l'intérêt sur les dettes liées à l'investissement dans des opérations internationales placera les sociétés canadiennes en sérieux désavantage sur la scène mondiale. Cette question, qui a été soulevée durant la réunion du conseil d'administration du CCAfrique du 16 mars, a depuis fait la première page du cahier des affaires du Globe and Mail, donnant lieu à une réaction publique négative de la part

d'Alcan, une entreprise membre du CCAfrique et de la part de la Chambre de commerce du Canada, de KPMG et d'autres entreprises.

Dick Evans, P.D.G. d'Alcan, est d'avis que cette mesure affecterait à la fois les opérations nationales et internationales, qu'elle réduirait les profits et par conséquent les revenus fiscaux du Canada. KPMG a prévenu que cette politique mènerait à un " exode des sièges sociaux du Canada " et réduirait le montant du financement international de la dette contractée ici, ce qui inquiète les banques.

Nous demandons aux membres du CCAfrique de maintenir la pression sur Ottawa concernant cette question. L'économie canadienne est l'une des économies les plus liées et dépendantes des échanges internationaux, et aucune initiative qui réduit la capacité des sociétés canadiennes à se développer sur le plan international ne peut être bonne pour l'économie canadienne. •



Les données portant sur les relations commerciales entre le Canada et l'Afrique Subsaharienne sont encourageantes quoique parfois mal comprises. La carte ci-dessus indique le niveau des " actifs cumulés " en Afrique des sociétés minières canadiennes ou cotées, selon une compilation de Ressources naturelles Canada. La valeur marchande pourrait représenter de deux à cinq fois ce niveau. Plus bas, l'Afrique Subsaharienne se compare bien aux pays du Groupe des six en tant que marché d'exportation. En 2006, le montant total des exportations de marchandises canadiennes vers l'Afrique Subsaharienne est passé de 1.2 milliard à 1.6 milliard de dollars (et le secteur des services est encore plus concurrentiel).

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2000-2005 Taux de croissance pondéré
SSA	623	697	687	787	909	1,178	13.61
China	3,698	4,264	4,132	4,766	6,65	7,052	13.78
India	559	676	675	764	854	1,075	13.97
Brazil	1,111	957	766	895	951	1,102	-0.16
Russia	201	290	240	334	415	562	22.8

Exportations de marchandises (en millions de \$CAN)

Enjeux politiques et économiques

Un rapport du sénat sur l'Afrique qui provoque des remous à Ottawa durant toute une semaine...

En février, le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères et du Commerce international présidé par l'honorable Hugh Segal a déposé son rapport longtemps attendu sur l'Afrique. Le CCAfrique, parmi plusieurs autres organismes et acteurs engagés en Afrique, a fait une présentation devant le comité sénatorial au sujet du rôle du Canada en Afrique.

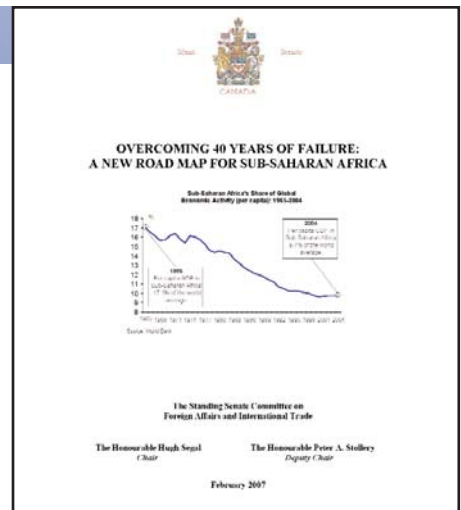
Lorsque le rapport a été publié en février, les médias se sont concentrés sur un seul aspect du rapport, passant ainsi à côté des recommandations essentielles des sénateurs. Ceux-ci ont en effet demandé une réévaluation du rôle l'ACDI, en tenant compte d'une possibilité de créer une législation qui lui serait propre, et peut-être, si cela est estimé nécessaire après un examen plus approfondi, d'envisager la création d'un nouvel organisme. La seule base législative de l'ACDI est un petit paragraphe de la loi qui régit le MAECI.

L'ACDI n'a pas été conçue en tant qu'entité autonome et, du moins officiellement,

l'Agence est encore sous l'aile du MAECI. La réalité actuelle est toutefois assez différente, et puisque l'enveloppe de l'aide au développement international atteint presque 4 milliards de dollars, les sénateurs ont estimé qu'une nouvelle mesure législative définissant une structure autonome pour l'ACDI ou une nouvelle structure était à envisager.

Malheureusement, leurs questions, pertinentes à savoir si l'ACDI avait eu quelque impact positif en Afrique et sur l'alternative à une "dissolution" de l'ACDI ou à son placement sous le contrôle d'un nouveau "Bureau pour l'Afrique" ont suscité une couverture médiatique focalisée sur l'histoire de l'"élimination" de l'ACDI, dévoilant l'arbre et masquant la forêt.

Si les médias avaient porté à tout cela une attention plus approfondie, ils auraient compris que les sénateurs trouvent préoccupante l'approche disparate du Canada au continent africain, et que leur appel fait écho à celui du CCAfrique et de plusieurs autres avancent que le Canada doit développer et mettre en œuvre une politique globale et coordonnée pour l'Afrique. Cette recommandation, plus que toute autre, devrait être prise en compte par le gouvernement afin d'améliorer la contribution du Canada au développement économique, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité humaine en Afrique.



Une semaine après la publication du rapport, le président du comité, Hugh Segal, a perdu son poste au Sénat (une question interne d'ancienneté au parti conservateur a été donnée comme raison de sa démission). Ce qui commençait à ressembler à un progrès vers une éventuelle renaissance de l'engagement canadien en Afrique s'est terminé de façon abrupte. À Ottawa, l'agitation et les discussions autour du rapport s'étaient refroidies la semaine suivante, et il est peu probable que le gouvernement considère la recommandation principale du rapport ou quelque autre recommandation dans un avenir rapproché. Le rapport complet peut être téléchargé à l'adresse : www.senate-senat.ca/afrika.asp •

Tables rondes nationales du MAECI sur la RSE

Plusieurs membres du CCAfrique se sont activement engagés dans l'initiative mise sur pied par le gouvernement du Canada pour revoir la RSE de l'industrie d'extraction canadienne qui opèrent dans les pays en développement. En 2006, des séances publiques ont été tenues à Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver. Le CCAfrique a fait une présentation à Calgary en octobre et nous avons soumis un rapport écrit. Des membres parmi lesquels Barrick et Orezone ont aussi participé à l'initiative dans différentes villes. Le 29 mars, le groupe consultatif a soumis son rapport final et ses recommandations. Nous vous en présentons quelques extraits ci-dessous :

- La recommandation principale du rapport prône la mise sur pied d'un cadre normatif en matière de RSE. Les membres du groupe consultatif ont enjoint le gouvernement du Canada d'adopter, en coopération avec les acteurs clés du milieu, un ensemble de normes portant sur la RSE afin que les sociétés du secteur canadien de l'extraction

qui opèrent à l'étranger sachent ce que l'on attend d'elles et que ce cadre normatif soit renforcé par des mécanismes appropriés, notamment des mécanismes d'établissement de rapports et de vérification de conformité aux normes.

- Il est recommandé que le gouvernement du Canada soutienne l'utilisation de la Global Reporting Initiative en tant que composante de l'établissement de rapports du cadre canadien de la RSE.

- Appuyer l'ajout dans la GRI (Global Reporting Initiative) d'un volet concernant le secteur du pétrole et du gaz et les petites sociétés minières d'exploration.

- Dans le cadre de la Loi de l'impôt sur le revenu, établir un mécanisme axé sur des crédits d'impôts remboursables pour les rapports sur la RSE en utilisant les lignes directrices de la GRI ou équivalent ; et

- Collaborer avec les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières et des échanges afin d'adopter les lignes directrices de la GRI en matière de préparation des rapports comme prérequis d'inscription à la cote pour les opérations à l'étranger des entreprises canadiennes du secteur de l'extraction.

- Il est recommandé que le gouvernement du Canada finance en tant que composante de conformité du cadre canadien de la RES l'établissement d'un bureau indépendant d'ombudsman, dont le mandat serait de fournir des conseils, d'effectuer de la recherche de faits et d'établir des rapports. Le CCAfrique soutient fondamentalement l'intégration de la RSE à ses opérations aux membres. Toutefois, ces recommandations alourdissent le fardeau des sociétés canadiennes (surtout si l'on tient compte des concurrents qui sont plus grands et moins enclins à mettre en œuvre la RSE), sans fournir en contrepartie le soutien concret du gouvernement. Une approche axée sur un partenariat privé public en matière de RSE (et pour laquelle le CCAfrique plaide depuis deux ans) donnerait des résultats pour le Canada, mais la mise sur pied d'une bureaucratie de supervision ne fera qu'augmenter la lourdeur administrative avec comme effet probable la diminution du nombre de sièges sociaux d'entreprises canadiennes dans les industries de l'extraction. Nous proposons plutôt de miser sur la présence canadienne à l'étranger en établissant un partenariat axé sur la RSE. •

Rapport des activités

Mission sur l'énergie au Nigéria (4 au 9 févr.)

Le CCAfrique a repris la route du Nigéria en février en utilisant à nouveau l'exposition de la Nigeria Oil and Gas (NOG) comme point d'ancrage. Avec un pavillon canadien légèrement plus grand que celui de l'année passée (et qui a hébergé Nexen, l'Institut canadien des produits pétroliers, le MAECI, Stream-Flo et Lee Specialities), la mission du CCAfrique a passé trois jours à Abuja, visitant la NOG et participant à plusieurs réunions auxquelles ont également participé la Nigerian Extractive Industries Transparency Initiative, le Petroleum Development Technology Fund, le Nigerian Investment Promotion Centre, et à des séances d'information tenues par le haut commissaire David Angell et par Andrew Spezowka de l'ACDI.

À Lagos, les membres de la mission ont

pu faire une agréable promenade en bateau jusqu'à la base logistique de forage en mer profonde de Lagos où des entretiens particuliers avaient été organisés par le Bureau commercial et le Forum des affaires Canada-Nigéria. Chris Roberts représentait le CCAfrique dans le cadre la mission, et Shane Jaffer y a représenté le gouvernement de l'Alberta. D'autres sociétés et institutions telles Hydrotestors 2000, Access-Nigeria, SAIT, le Niagara College et CPCS Transcom (incluant le président du CCAfrique, Peter Kieran) ont participé à des événements liés à la mission hors du pavillon de la NOG.

Le CCAfrique planifie déjà un retour à la NOG en 2008. Nous remercions les membres de la mission commerciale (et particulièrement Sylvia Koleva et Sophie Bibeau) pour l'aide précieuse qu'ils nous ont fournie. ●



HAUT : Les membres de la mission font la visite du centre de promotion de l'investissement au Nigéria.

BAS : La mission en visite à la base logistique de forage en mer profonde de Lagos (LADOL)



Mission du CCAfrique en Angola (12 au 15 février)

Lucien Bradet, président du CCAfrique, a piloté la première mission canadienne de grande envergure en Angola, en étroite collaboration avec l'ambassade canadienne accréditée auprès du gouvernement angolais et établie à Harare.

Vingt-deux Canadiens ont participé à cette mission, la plus grande mission canadienne en Afrique depuis le début 2004. Grâce au travail de Roxanne Dubé, notre ambassadrice à Hararé, du personnel de l'ambassade et de Sara Perella à Luanda (elle est à présent engagée à temps plein par l'ambas-

sade), chacun des participants a eu un programme bien rempli. Le séminaire Angola-Canada a bénéficié d'un très bon niveau de participation (photo ci-dessous), et nous avons rencontré sept ministres et plusieurs hauts fonctionnaires. Plusieurs délégués ont préparé des offres pour des projets spécifiques dans divers secteurs, notamment l'énergie, les infrastructures, le développement social, et l'éducation. Nous sommes certains

que ces propositions donneront lieu à des résultats concrets.

Le consul honoraire, M. Allan Cain, qui fait un excellent travail pour notre pays, a contribué au succès de la mission. Il importe cependant de noter qu'en dépit de son travail soutenu ainsi que du travail de Mme Perrella, la présence canadienne est insuffisante en Angola si l'on tient compte du potentiel qu'offre ce pays aux sociétés canadiennes. ●



Forum sur la fiscalité minière au Mali

A l'initiative de l'industrie minière présente au Mali, dont la société canadienne IAMGOLD, et sous l'impulsion de l'Ambassade du Canada au Mali, un Forum sur la fiscalité minière s'est tenu à Bamako du 20 au 23 mars 2007. L'objectif principal de ce Forum qui rassemblait l'ensemble des sociétés minières présentes au Mali avec les autorités de la Direction Générale des Impôts, sous la présidence des ministres de l'Économie et des Finances et des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, était d'en-

gager tout les intervenants dans un dialogue constructif autour de l'application fiscale du code minier au Mali. Fort de son expertise unique développée en matière de politique minière, le gouvernement canadien, par l'entremise d'un expert en politique minière de Ressources Naturelles Canada, a agi en tant que modérateur et de personne-ressource lors des discussions.

La tenue de ce Forum permet de bien illustrer d'une part le leadership de l'État malien en matière de développement minier, qui a choisi la voie du dialogue plutôt que celle de la confrontation en participant activement et ouvertement à

ce Forum; et d'autre part, la capacité de concertation entre les différentes sociétés minières, désireuses de se regrouper pour discuter et tenter de régler des situations auxquelles elles sont toutes confrontées. De plus, dans un contexte où l'importance du secteur minier dans l'économie malienne est toujours en croissance, en terme de contribution aux revenus de l'État, de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté, ce Forum a permis d'identifier l'importance de mettre en place un cadre fiscal adéquat dans les pays où toutes les questions relatives à la responsabilité sociale des entreprises deviennent une priorité. ●

Prochains événements de CCAfrique ...

Mai 2007 :

Séminaire ICM/CCAfrique sur l'approvisionnement minier (Montréal, 2 mai)

Ce séminaire organisé conjointement par l'institut canadien des mines et le CCAfrique est heureux d'accueillir tous les fournisseurs de l'industrie minière. Nous vous invitons à y participer, que vous soyez un fournisseur canadien du secteur minier intéressé à faire des affaires en Afrique, ou que vous soyez déjà engagé sur ce marché. Les projets des entreprises canadiennes du secteur minier en Afrique devraient dépasser quatorze milliards de dollars d'ici 2010. Le séminaire permettra aux participants de s'informer des débouchés qu'offre ce secteur et il représente aussi l'occasion idéale de rencontrer des personnes qui font partie d'entreprises similaires à la vôtre et de maximiser le contenu canadien des projets. Le MAECI, Ressources naturelles Canada, EDC, Barrick, Kabanga Nickel, Semafo, et Alcan s'adresseront aux participants dans la matinée, et l'après-midi sera consacrée aux réunions particulières. Pour vous inscrire : www.cim.org/montreal2007

Journées du développement international et Journées de l'industrie du Nouveau-Brunswick (Fredericton, 22-24 mai)

L'édition 2007 de cet événement annuel qui inclut la présentation des Prix canadiens de la coopération internationale et la présentation des Prix d'excellence en exportation du Nouveau-Brunswick se déroulera à l'hôtel Delta de Fredericton. Des délégations Namibienne et d'autres pays en développement participeront à l'événement, ainsi que de hauts fonctionnaires de l'ACDI, notamment le président, Robert Greenhill, et Jennifer Benimadhu, vice-présidente de la direction générale du partenariat. Des intervenants de premier plan de l'OCDE et de la Banque mondiale y prendront également la parole. Le CCAfrique collabore étroitement avec les organisateurs du MEC à l'organisation d'une séance qui portera sur les débouchés en Afrique. Il y aura des réunions en grands et petits groupes qui couvriront un vaste éventail de sujets tels les politiques, l'approvisionnement et les études de cas, ainsi que d'autres questions d'intérêt pour les entreprises canadiennes qui veulent voir aboutir leurs efforts en matière de développement des affaires. *Pour plus d'information ou pour inscrire:* www.cme-mec.ca/idd

Design Africa 2007 et le Bureau de promotion du commerce Canada présenteront une exposition de meubles, articles de table et objets de décoration africains fabriqués à la main (Montréal, 24-26 mai / Toronto, 28-29 mai)

Pour la seconde année consécutive, le Bureau de promotion du commerce Canada accueillera une exposition qui présentera d'objets et d'articles de décoration haut de gamme (meubles, tissus, articles de table) de designers et fabricants du Ghana, d'Éthiopie, du Sénégal, du Mali et d'Afrique du Sud. Les entreprises participantes exposeront leurs produits ensemble et elles seront intégrées au stand d'exposition de Design Africa qui sera mis sur pied dans le cadre du Salon international du design intérieur de Montréal (www.sidim.com). L'événement sera ouvert au secteur du commerce les 24 et 25 mai, et au grand public le 26 mai. L'exposition sera présentée la semaine suivante à des acheteurs invités de Toronto. L'attention des médias et les retombées commerciales ayant été positives pour les entreprises qui ont participé à l'exposition Design Africa l'année passée, les organisateurs ont décidé de doubler la taille de l'événement cette année. Pour plus de renseignements concernant Design Africa, contactez lhaidara@tfoc.ca et visitez le www.tfoc.ca.

Cyberapprentissage en Afrique / Délégation - Pavillon canadien (Nairobi, 28-30 mai)

La 2e conférence internationale sur les TIC pour le développement, l'éducation et la formation promet d'être un événement charnière pour le secteur des technologies de l'information et des communications en Afrique. On y attend un millier de participants, et la présence du Canada y sera forte. Le CCAfrique travaille en étroite collaboration avec l'ICWE, Red Hot Learning et le MAECI à l'organisation du pavillon canadien, et nous préparons avec nos partenaires et l'ACDI la participation d'experts africains. Une vingtaine de Canadiens s'adresseront aux participants, parmi lesquels Ken Keirstead du CCAfrique (Groupe Lyceum) qui prendra la parole lors de la séance plénière de fermeture. Huit à dix entreprises participeront aux cinq kiosques du pavillon du Canada. Pour plus de renseignements : www.redhotlearning.com / www.elearning-africa.com.

Juin 2007:

Pavillon canadien à la Foire internationale d'Alger (Alger, 2-7 juin)

Le CCAfrique, avec le soutien de l'ambassade du Canada en Algérie et en collaboration avec Consultation Contacts Monde, vous invite en Algérie où vous pourrez réaliser vos activités commerciales en les arrimant sur la Foire internationale d'Alger (FIA). La FIA qui se tiendra du 2 au 7 juin est l'événement commercial de plus important de l'année en Algérie, et il offre une occasion unique aux entreprises canadiennes de promouvoir leur expertise et de saisir les occasions d'affaires qui se présentent sur ce marché très actif. Pour de plus amples renseignements et pour les informations concernant l'inscription, contactez le CCAfrique au www.ccafrica.ca.

La Banque africaine de développement au Canada (Vancouver, Calgary, Toronto, Montréal, 8-15 juin)

Améliorez vos connaissances sur la façon de faire affaire avec la Banque africaine de développement (BAfD) en assistant à des séminaires sur les débouchés en Afrique qui se tiendront dans quatre villes canadiennes. Des membres du personnel de la BAfD et du Bureau de liaison avec les Institutions financières internationales (BLIFI) à Tunis (Andrew Hupfau) seront également disponibles pour des rencontres. *Pour plus d'informations, visitez le www.ccafrica ou contactez votre centre local du commerce international.*

Prochains événements de CCAfrique ...

Juin 2007 (suite):

Mission commerciale du CCAfrique en République démocratique du Congo (et en République du Congo) (25-28 juin)

La République démocratique du Congo, deuxième plus grand pays d'Afrique, a le potentiel requis pour devenir l'une des plus grandes économies du continent. Avec une population de soixante-deux millions d'habitants et une croissance de son PIB de 7.5% en 2006, la RDC offre de nombreux défis et possibilités.

Suite à sa récente élection, le président Kabila a

nommé de nouveaux ministres et hauts fonctionnaires. Après en avoir discuté avec les autorités canadiennes et avec plusieurs de ses membres, le CCAfrique a conclu qu'une grande mission en RDC serait bien accueillie. Comme nous l'avons fait lors des missions précédentes, nous travaillerons en étroite collaboration avec notre ambassadeur canadien, S.E. Jean-Pierre Bolduc, et avec les hauts fonctionnaires du MAECI, à Ottawa. Nous proposerons également l'option de passer une journée de l'autre côté du fleuve Kinshasa, à Brazzaville, la capitale de la République du Congo. *Pour plus d'informations : www.ccafrica.ca.*



CONSEIL CANADIEN POUR L'AFRIQUE présente

MISSION D'AFFAIRES

Congo République démocratique du 25-28 juin 2007



AGM du CCAfrique (Ottawa & location régionale, 15 juin)

Septembre 2007 :

Faire des affaires en Afrique dans le domaine des TIC (Montréal, Date à confirmer)

Le CCAfrique, en partenariat avec TechnoMontréal et d'autres partenaires, prévoit organiser un séminaire d'une journée portant sur les affaires dans le domaine des TIC en Afrique. Montréal est un centre technologique et des affaires internationalement reconnu en matière de TIC. *Dès que nous aurons des renseignements plus détaillés, nous les afficherons sur le site www.technomontreal.com.*

FORUM AFRIQUE 2007 (Montréal, 27-28 septembre 2007) / Premier ministre du Cameroun et Délégation

L'African Business RoundTable (ABR) et Afrique Expansion Mag (AEM), en collaboration avec le Conseil canadien pour l'Afrique (CCAfrique), organisent à Montréal le "FORUM AFRICA 2007". Le premier ministre du Cameroun, Ephraïm Inoni, a été invité au Forum et a accepté d'y participer. Il dirigera une délégation commerciale du gouvernement camerounais qui participera au Forum ainsi qu'à d'autres événements. Le Forum 2007 sera axé sur la promotion et le développement d'occasions d'investissement et de partenariats pour le développement durable en Afrique. Le but de ce troisième forum bi-annuel international est de fournir des outils stratégiques visant à favoriser les investissements privés et publics et le développement économique en Afrique. Le forum représente une excellente occasion de rencontrer plus de cinq cents délégués, des P.D.G., des directeurs d'entreprises et des décideurs du secteur public africain et des institutions internationales dans l'environnement accueillant et prestigieux du Centre Sheraton, à Montréal. Pour informations : www.forumafrika2007.com.

Octobre 2007:

Le Nigerian Investment Promotion Centre pilotera la visite au Canada d'une délégation commerciale nigériane (Toronto, Calgary, Vancouver, 9-12 octobre)

En collaboration avec le CCAfrique et d'autres partenaires, la firme Access Nigeria Consulting inc. prépare l'arrivée prochaine d'une mission commerciale nigériane dont l'objectif est d'aider les gens d'affaires nigériens à trouver des partenaires dans les domaines techniques, des investissements et du commerce. L'économie nigériane connaît actuellement une croissance particulièrement marquée, en partie à cause des réformes positives des dernières années. Toutefois, l'héritage de plusieurs années de mauvaise gestion économique a créé au Nigeria des besoins importants en matière de technologie, compétences et renforcement des capacités locales. Cela représente une occasion de premier ordre pour les entreprises canadiennes. La mission sera focalisée sur le pétrole et le gaz, l'énergie (incluant les énergies de remplacement), les minéraux solides, et l'éducation. Outre les représentants du Nigerian Investment Promotion Centre, vingt à quarante dirigeants d'entreprises nigériennes participeront à l'événement. *Pour plus d'informations : www.access-nigeria.com.*

Enjeux 2007-08 :

- Mission du CCAfrique en Tunisie, à la Banque africaine de développement. (fin 2007)
- Mission et pavillon sur l'énergie - Nigerian Oil and Gas 2008 Expo (février 2008)
- Mission du CCAfrique/MAECI/gouvernement de l'Alberta en Afrique du Nord (début 2008)
- Conférence internationale du CCAfrique sur le transport urbain (avril 2008 / ville africaine - TBA)

- A.B. Consultants
Access Nigeria Consulting Inc.
- ◆ Africa Gold Group Inc.
Afrique Expansion Mag
Agence spatiale canadienne
Alcan Inc.
Alex Pneu et Mécanique (Canada) inc.
Alliance Agricole (CECI - Socodevi - UPDA-DI)
Anyway Solid Environmental Solutions Ltd.
AO Global Inc
Artumas Group Inc.
Association des collèges communautaires du Canada
Association des universités et collèges du Canada
- ◆ AVC Canada Corp.
Barrick International
Bata Shoe Organisation
Baywood Continental Oilfield Services Ltd.
Black Business Initiative
Bombardier Inc.
BPC Cable Communications International Ltd.
Canac inc.
Canada Export Centre
Canadian and African Business Women's Alliance (CAABWA)
Canadian Association of Mining Equipment and Services Export (CAMESE)
Canadian Bank Note Limited
Canadian Co-operative Association
Canadian Petroleum Institute
Canadian Telecommunications Consultants International Inc
Canafra Financial Group
Care Canada
Cask Brewing Systems Inc.
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep international
Chambre de commerce et d'industrie Canada-Libye
CIMA International
Clark Sustainable Resources Developments Ltd.
Collège Algonquin
Collège Boréal
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick
Collège Edouard-Montpetit
- ◆ Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
Consortium international de développement en éducation (CIDE)
Consultation Contacts Monde
- ◆ Coopérative de Solidarité Canaf
Cordiant - Canada Investment Fund for Africa
CPCS Transcom Ltd.
CRC Sogema inc.
Clark Sustainable Resources Ltd.
Data-Line Management Group Inc.
- Delisys Delivery Systems
Delphi Group
Dessau-Soprin International
- ◆ Development Partnerships
Development Workshop Canada
Développement international Desjardins
Editions l'Artichaut inc
Éducation internationale
Embleton Travel
First Quantum Minerals Ltd
Focus International
Found Aircraft Canada Inc.
Fraser Milner Casgrain
Georgian College of Applied Arts and Technology
Globaltronica Corp.
Globe Marketing Int'l Corp.
Golder Associés
Heenan Blaikie LLP
Hydrotestors 2000 Ltd.
IAMGOLD Corp.
IMW Industries Ltd.
Industrial Promotion Services Ltd.
Informatique Documentaire Edition Électronique
IntelliPharmaCeutics
- ◆ Interspan Canada
Kusan Ltd.
La cite collégiale
- ◆ Lasena Investments (Canada) Inc.
◆ MagIndustries Corp.
Manitoba Hydro International
Manufacturiers et Exportateurs du Canada
- ◆ Mennonite Economic Development Association
Millenia Hope Inc.
Nevsun Resources Ltd.
New Brunswick Community College
Nexen Inc.
Niagara College
Northern Lights Franchise Consultants
- ◆ Nova Communications
Nova Scotia Community College
Orezone Resources
Oromin Explorations Ltd.
Planet Africa Television
Procept Nigeria
- ◆ Raytheon Canada Ltd.
Saskatchewan Trade & Export Partnership (STEP)
Sasktel International
Scooptel Consultants Ltd.
Seprotech Systems Inc.
Setym International Inc.
SMART - Secondary Materials and Recycled Textiles, Inc.
Société canadienne d'hypothèques et de logement
- SNC-Lavalin International Inc.
SOFEG
South African Airways
SR Telecom
Surya Ventures Corp.
Tecsult International Ltée
Terradigm
TFI Global Inc
The Lyceum Group
Tiomin Resources Inc.
Trade Facilitation Office Canada
Très honorable Joe Clark
Université d'Ottawa
Université de Carleton, Carleton international
Université de Calgary
Université de Concordia
Université de Dalhousie
Université de Guelph
Université de Moncton
Université du Nouveau-Brunswick, Bureau des relations internationales
Université Laval
Vangold Resources Ltd.
Wardrop Engineering
Wayne, Dunn & Associate
Whityby Hydro Energy Services Corp
Whiterabbit Resources Ltd.
WorleyParsons Komex
Zavic Realty Ltd. É Zavik Ventures Ltd.

Membres Associés

- Affaires étrangères Canada
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Alberta International, Intergovernmental and Aboriginal Relations
Corporation commerciale canadienne
Commerce international Canada
Exportation et développement Canada
Ministère des Affaires intergouvernementales du Nouveau-Brunswick
- ◆ Ministère de Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec
Ministère des Relations internationales du Québec
Ontario Ministry of Economic Development and Trade (MEDT)
Ressources naturelles Canada

Membres africains affiliés

- Association d'affaires Canada - Ghana
- ◆ Chambre de commerce du Mali
Chambre de commerce, industrie et agriculture Tanzanie
Nigerian Economic Summit Group
Rwanda Private Sector Foundation